

CAHIER
DU CÉRIUM

No 35, 2024 - 12

L'effet Berlusconi : du système des partis à la personnalisation de la politique dans l'Italie contemporaine

Luca Sollai

Centre d'études
et de recherches
internationales



Université 
de Montréal

L'effet Berlusconi : du système des partis à la personnalisation de la politique dans l'Italie contemporaine

Luca Sollai¹

Résumé

La mort de Silvio Berlusconi, en juin 2023, a marqué la fin d'une époque pour l'Italie. Connu pour sa personnalité flamboyante et ses démêlés avec la justice, le *Cavaliere* a révolutionné la politique italienne au cours des 40 dernières années. Dans ce numéro, nous expliquons l'influence exercée par Berlusconi sur la structure de la politique italienne et la communication. D'entrepreneur médiatique à acteur politique, Berlusconi a profité d'un système de partis déjà en crise pour introduire progressivement une compétition politique de plus en plus axée sur les leaders plutôt que sur les partis. Les changements introduits par Berlusconi ont si profondément transformé le système politique italien que plusieurs dirigeants politiques italiens contemporains ont adopté le « modèle Berlusconi ».

Abstract

Silvio Berlusconi's death in June 2023 marked the end of an era for Italy. Known for his flamboyant personality and run-ins with the law, the *Cavaliere* has revolutionized Italian politics over the last 40 years. In this issue, we explain the influence Berlusconi has had on the structure and communication of Italian politics. From media entrepreneur to political player, Berlusconi has taken advantage of a party system already in crisis to gradually introduce political competition that is increasingly focused on leaders rather than parties. The changes introduced by Berlusconi have so profoundly transformed the Italian political system that several contemporary Italian political leaders have adopted the "Berlusconi model".

¹ Historien, ancien chargé de recherche sur l'Europe au Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal, chercheur au Centre Jean Monnet de Montréal et chargé de cours à l'Université de Montréal.

Citation

Sollai, Luca (2024). L'effet Berlusconi: du système des partis à la personnalisation de la politique dans l'Italie contemporaine. *Cahier du CÉRIUM No 35*. Centre d'études et de recherches internationales, Université de Montréal.

Introduction

En Italie, Silvio Berlusconi, décédé le 12 juin 2023, est à l'origine d'un tournant majeur pour le système politique du pays. Ce millionnaire sulfureux et propriétaire des médias italiens est arrivé au pouvoir dans les années 1990. Le *Cavaliere* a introduit la personnalisation de la politique, changeant ainsi toute la pratique de cette politique. Ce phénomène s'est ensuite répandu avec des personnalités comme Matteo Renzi, Matteo Salvini, Beppe Grillo et Giorgia Meloni. Pendant la Guerre froide (1947-1991), la politique italienne avait pourtant été caractérisée par un système très stable des partis, avec des gouvernements de coalition de centre et une opposition de gauche. Pendant cette période, la compétition électorale, qui se soldait par la formation d'un gouvernement, tournait toujours autour d'un noyau de partis historiques, soit le Parti communiste, le Parti socialiste, la Démocratie chrétienne et le Mouvement social italien (MSI), parti post-fasciste.

Ce Cahier de recherche explique que la personnalisation de la politique italienne est le résultat de trois processus distincts. D'abord, il y a l'effondrement du système des partis de la *Prima Repubblica* (Première République ; 1946-1992), dont Berlusconi tire avantage pour se présenter en politique et gagner les élections. Ensuite, il y a les changements imposés par Silvio Berlusconi comme entrepreneur dans les médias, et plus tard comme politicien. À partir des années 2000, le pays assiste à la personnalisation de la politique avec l'utilisation de nouveaux moyens de communication (le Web et les médias sociaux) avant l'appropriation du modèle de Berlusconi et par la suite, son évolution au cours des quinze dernières années.

S'il existe, à raison, un consensus sur le fait que les élections de 1994, avec l'écroulement du système des partis et l'arrivée au pouvoir de Silvio Berlusconi, posent les bases pour le renouvellement du système politique italien, il sera démontré que l'influence de Berlusconi est surtout caractérisée par une onde plus longue bouleversant progressivement le système politique italien, bien avant 1994 et jusqu'à aujourd'hui.

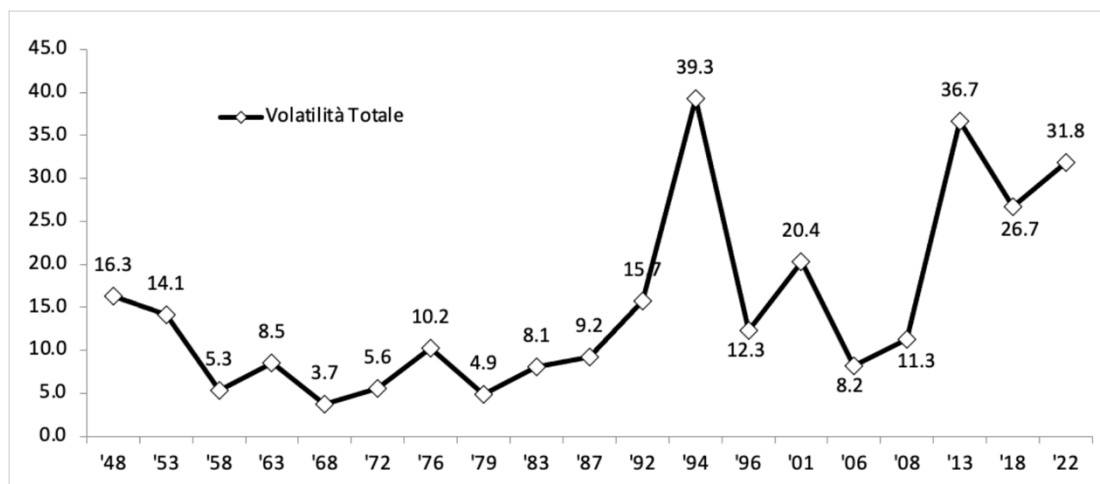
La fin du monde bipolaire, conjointement avec la naissance de la *Seconda Repubblica* (Deuxième République, 1994), modifiera le panorama politique italien de manière progressive et permanente. Silvio Berlusconi est l'initiateur de la personnalisation de la politique (surtout grâce à l'utilisation de ses propres

chaînes télévisuelles) et son cas est le plus emblématique. Or, l'arrivée du Web et des médias sociaux marquera l'adoption de ce modèle par plusieurs politiciens italiens.

L'écroulement de la « République des partis »

En 1992, l'Italie assiste à l'écroulement du système des partis qui avait caractérisé la vie politique depuis 1945. Il est important de souligner que l'écroulement du système des partis est causé par une crise structurelle de la société italienne, dans laquelle Berlusconi saura s'imposer comme acteur et en bénéficiaire. En effet, cette crise généralisée sera résolue seulement à travers le remplacement des partis traditionnels par de nouveaux partis. Il s'agit du changement du modèle des partis à celui du leader, avec la personnalisation de la politique : ce terme caractérise le « passage d'un contexte de collectivisation de l'activité politique à un contexte d'individualisation de cette même activité [...] avec un relatif recul des partis politiques et le renouveau, concomitant de ce recul, des entreprises politiques individuelles » (Le Bart, 2013, p. 43). Ce sera la première étape qui permettra à Berlusconi de s'affirmer, non seulement comme président du Conseil de ministres, mais aussi comme élément de rupture de l'ancien système de partis pour inaugurer la période du leader.

Si on se concentre sur l'Italie républicaine, on peut noter que le système politique italien de l'après-Seconde Guerre mondiale est marqué par une certaine fidélité des électeurs envers les partis politiques. En effet, dans le graphique suivant, on peut observer une volatilité modérée du vote aux élections parlementaires de 1958 à 1987. La volatilité indique les électeurs qui changent de camp d'une élection à l'autre, en pourcentage. Comme on peut l'observer sur le graphique, les changements de camp des électeurs des élections de 1958 jusqu'à celles de 1987 sont assez modérés, oscillant entre 5,3 % (1958) et 10,2 % (1976). Il faut noter qu'un degré modéré de volatilité indique un système de partis institutionnalisé (Mainwaring, 1998) comme c'était effectivement le cas pendant la *Prima Repubblica* (1946-1992) en Italie.



2

Je soutiens que cette fidélité aux partis indique que les organisations politiques, plutôt que les personnalités politiques, sont au centre du système politique après la Seconde Guerre mondiale. En effet, pendant la Première République, la carrière des politiciens évolue graduellement. Elle est encadrée par une « école de parti » institutionnalisée et structurée, qui prévoit des étapes progressives à l'intérieur du parti avant d'accéder à des postes de première importance. Une telle structure garantit la présence constante des politicien(ne)s expérimenté(e)s dans le contexte où le parti constitue le point de référence de la vie politique italienne.

Il est primordial de rappeler que le système italien de la Première République est défini comme une « partitocratie » (Pinto and Salvatore 2010: 147). Même si dans la Première République émergent des personnalités marquantes dans l'histoire de l'Italie contemporaine, telles que Alcide De Gasperi, Palmiro Togliatti et Pietro Nenni, il n'existe pas encore de processus de personnalisation de la politique : le destin des partis n'est jamais lié à la trajectoire personnelle de ses dirigeants.

Cette structure a marqué presque 40 ans de la vie républicaine, puisque « le panorama italien se caractérisait par une dépersonnalisation substantielle et par une sorte d'illégitimité de la présence de la dimension personnelle et privée des

² Imagé tirée de l'article de Vincenzo Emanuele et Bruno Marino, « Volatilità elettorale sopra i 30 punti: sistema partitico instabile per la terza elezione di fila », *Centro Italiano Studi Elettorali (CISE)*, 26 septembre 2022, <https://cise.luiss.it/cise/2022/09/26/volatilita-elettorale-sopra-i-30-punti-sistema-partitico-instabile-per-la-terza-elezione-di-fila/>

leaders politiques sur la scène publique et médiatique » (Brizzi 2014 : 858), une situation qui était lourdement influencée par l'héritage et le souvenir du culte de la personnalité de Mussolini à l'époque du fascisme.

Les élections de 1994 marquent un point de rupture majeur par rapport à l'équilibre observé au cours des décennies précédentes. Si celles-ci ont été, à plusieurs reprises, reconnues comme le moment qui a certifié la crise des partis traditionnels, un nouveau modèle politique en a émergé : celui de la personnalisation de la politique.

Le système de la partitocratie était en déclin depuis les années de plomb³ caractérisées par l'arrivée dans l'arène politique de toute une série d'associations extraparlimentaires, et parfois terroristes, qui contestaient le système des partis en place à travers l'utilisation de la violence, jusqu'à l'enlèvement et l'exécution de l'ancien président du Conseil des ministres Aldo Moro. Ce déclin s'est transformé en crise à partir de 1989, avec plusieurs facteurs qui y ont contribué. Pour commencer, la fin de la logique des blocs a achevé le modèle politique qui avait caractérisé l'Italie républicaine. La compétition idéologique s'était déjà affaiblie à partir de la moitié des années 1970, mais la fin du monde bipolaire a imposé des changements substantiels.

Avec la chute du Mur de Berlin, le secrétaire du Parti communiste italien (PCI), Achille Occhetto, déclare la nécessité de changer le nom au parti et de former un nouveau projet politique (Cerchia 2016 : 147) : c'est l'annonce de la disparition du PCI et, par conséquent, de l'ancien système des partis. On ne peut pas sous-estimer la portée de ce changement, car la compétition politique italienne était basée sur la dichotomie entre Démocratie chrétienne (DC) et PCI. Le syndrome du possible « sorpasso⁴ » des communistes sur la DC a été un élément fondateur de la compétition électorale pendant les décennies, dans le contexte

³ Les années de plomb marquent la période de violence qui a lieu en Italie de la fin des années 1960 au début des années 1980. Les critiques des universitaires et les changements amenés par les grands syndicats, en conjonction avec une situation économique internationale difficile (contrecoups du choc pétrolier et instabilité monétaire), préparent le terrain à la violence. Apparaissent dans ce contexte des groupuscules terroristes d'extrême droite qui souhaitent le retour aux partis politiques prônant l'ordre et l'autorité. De ce climat naissent aussi plusieurs groupuscules terroristes d'extrême gauche, dit « rouges », dont les Brigades rouges (BR), d'inspiration marxiste-léniniste. Le pays sera victime de plusieurs attentats, enlèvements et tentatives de meurtre.

⁴ Dépassement

international marqué par la guerre froide. La chute du rideau de fer qui divisait l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est a entraîné des conséquences profondes aussi pour la Démocratie chrétienne : « les fonds provenant des États-Unis d'Amérique et de la Russie, qui avaient auparavant contribué au financement du système des partis, se sont arrêtés, et les analystes de la CIA ont admis que cela signifiait que les États-Unis n'avaient plus intérêt à soutenir les démocrates-chrétiens » (Nelken 1996 : 103-04). Toutefois, si le changement du cadre international marque le début du dépassement de l'ancien système, son écroulement soudain doit être attribué majoritairement à des dynamiques intérieures.

Pour commencer, l'enquête *Mani Pulite* (« Mains propres » en français) marque un tournant majeur : les procureurs de la République de Milan, en Italie, font la lumière sur tout le système de corruption mis en place par les partis politiques au niveau local et national⁵ au point d'en arriver à décrire le système italien comme *Tangentopoli* (« cité des potes à vin » en français). En plus de montrer la dérive de l'ancien système politique, *tangentopoli* se révèle intéressant pour comprendre le changement de perspective qui survient pendant cette période : dans les audiences publiques des procès contre les dirigeants accusés de corruption et d'autres crimes, la stratégie de défense des imputés est assez surprenante, mais similaire. Ils avancent la théorie que « la responsabilité était en quelque sorte désindividualisée, associée à l'immoralité de ce système et non à celle des individus qui y avaient pris part. La frontière qui était ainsi tracée ne séparait plus les corrompus et les honnêtes, mais ceux qui avaient personnellement profité des malversations (par l'enrichissement et des avantages privés) et ceux qui s'étaient pliés aux obligations de leur rôle, certes illicites mais admises et remplies par tous les acteurs du jeu politique au nom des impératifs pratiques de la lutte politique et des devoirs de fidélité vis-à-vis de leur parti » (Briquet 2014 : 231).

⁵ À la fin de 1993, plus de 150 parlementaires sont impliqués dans des procédures pénales pour des faits relevant de la corruption au sens large. Le nombre d'élus locaux épinglés dans ces scandales est énorme : près de 1800 selon les estimations de la presse. Plusieurs personnalités notoires de la première République sont inculpées, comme le démocrate-chrétien Giulio Andreotti (accusé de complicité avec la mafia), ou le secrétaire général du PSI, Bettino Craxi, tous deux anciens présidents du Conseil. Six ministres du gouvernement en poste depuis les législatives d'avril 1992 ont dû démissionner à la suite d'un avis d'enquête à leur rencontre (Briquet 2010).

Cette stratégie de défense a comme résultat de mettre sous accusation non seulement les prévenus, mais tout le système politique, la partitocratie. En effet, la disjonction entre les règles officielles et les règles pratiques dépendait de la structure du système. Les accusés continuent à expliquer que leurs actions représentent le résultat de la fidélité à leur parti, car « devant financer un appareil pléthorique au centre et à la périphérie et organiser des manifestations et des campagnes électorales [...] constamment sollicités par leurs électeurs, les dirigeants des partis ont été impliqués [...] dans un dispositif qui les dépassait et qui répondait à des causes structurelles » (Briquet 2014 : 235).

Cette stratégie défensive des accusés ne peut provoquer que de fortes retombées dans l'opinion publique, qui remet en question le système politique. D'autant plus que, pendant la même période, l'Italie est victime de la stratégie de massacres de la mafia sicilienne, *Cosa Nostra*. Entre mai et juillet 1992, les deux juges antimafia Giovanni Falcone et Paolo Borsellino sont exécutés à travers l'utilisation d'armes explosives par Cosa Nostra, selon la stratégie du chef Totò Riina de la famille de Corleonesi. C'est la stratégie de l'affrontement frontal de la mafia avec l'État et, par conséquent, avec le système politique. L'historien Giovanni Mario Ceci, en établissant un lien entre les assassinats d'Aldo Moro et de Giovanni Falcone, avance qu'« (ils) peuvent en effet être considérés comme les moments initial et final d'un même processus : celui de la désagrégation, de la crise et de l'effondrement de la soi-disant République des partis » (Ceci 2020 : 35). Un élément particulièrement important à souligner est le fait que le premier assassinat, celui du juge Falcone, survient pendant que le parlement est occupé avec l'élection du président de la République. Les négociations et les scrutins traînent désormais depuis le 13 mai, et on est rendu au 15^e scrutin, sans être arrivé à un accord entre les partis politiques⁶. La nouvelle de l'assassinat de Falcone pousse l'élection de Oscar Luigi Scalfaro au 16^e scrutin, dans l'indignation générale de la population. Ce passage s'avère très important, car Scalfaro n'est pas un représentant typique de la politique des partis, mais plutôt un ancien magistrat, plus attentif aux institutions qu'aux partis. En effet l'élection de Scalfaro à la présidence de la République marque un changement majeur

⁶ Le président de la République en Italie est élu par les votes des parlementaires des deux Chambres en séance commune. À partir du 4^e scrutin, le président peut être élu avec une majorité de 50 % +1 des votes. Dans un système proportionnel comme celui italien et étant donné qu'aucun parti avait obtenu plus que 30 % des votes dans les élections parlementaires d'avril 1992, l'élection du PDR passait forcément par un accord de trois partis politiques ou plus.

puisqu'il est le résultat d'un choix fait par le parlement, une solution institutionnelle et non le résultat d'un arrangement entre les partis. Dans une situation de forte contestation du système des partis, l'élection de Scalfaro « était clairement le premier accroc dans le mécanisme de contrôle par l'establishment politique » (Ceci 2020 : 45).

L'offensive de la mafia continuera avec l'assassinat du juge Paolo Borsellino et la « stagione delle bombe » pendant laquelle des attentats sont perpétrés à Florence, à Rome et à Milan en 1993. L'incapacité des institutions à contrer et à s'opposer à l'avancement de la mafia marque un autre signe de la crise du système aux yeux de l'opinion publique. Pour aggraver encore plus la situation survient la crise financière de 1992-1993 qui est « endogène », puisqu'elle constitue le résultat des politiques économiques d'un passé caractérisé par les tensions sociales (années 1960 et 1970) auxquelles les différents gouvernements ont répondu avec des politiques économiques votées dans le but d'assurer la paix sociale, mais au détriment des casses de l'État et des générations futures et avec l'augmentation et l'externalisation de la dette publique vers des investisseurs étrangers. Quand ces derniers commencent à perdre confiance en la capacité de paiement de l'Italie, les spéculations sur le taux de change de la lire mènent à sa dévaluation dramatique et « le système politique dit de la Première République, alors rongé de l'intérieur, implose de façon désastreuse quelques mois plus tard » (Rossi 2010 : 2).

Le changement de la situation internationale et la crise du système des partis provoqués par la combinaison des éléments analysés ouvrent la porte non seulement au dépassement de l'ancien système politique fondé sur les partis, mais aussi à un renversement spectaculaire. Les élections de 1994 marquent en effet l'arrivée dans l'arène politique italienne du précurseur de la personnalisation de la politique : Silvio Berlusconi.

Silvio Berlusconi, la révolution du format télévisé et les élections de 1994

Pour bien comprendre le phénomène Berlusconi, l'expression la plus éclatante de la personnalisation de la politique en Italie, il faut faire un pas en arrière. Berlusconi contribue à changer le système politique bien avant de devenir politicien. En effet, une certaine tendance à la personnalisation de la politique

commence à émerger, selon Brizzi, à partir des années 1980, favorisée par « une série de réformes des mécanismes électoraux [...]. Le recours de plus en plus fréquent à l'institution référendaire [...] l'introduction de la préférence unique, la correction du système dans le sens majoritaire et la mise en place de l'élection directe des maires confirment une transformation des "règles du jeu" qui contribue à l'émergence d'une première personnalisation des processus de communication politique » (Brizzi 2014 : 862-63).

De plus, dans cette personnalisation de la politique, un rôle important est joué par Berlusconi lui-même : entre 1980 et 1982, avec la fondation de la compagnie Fininvest et le lancement de trois chaînes de télévision (Canale 5, Italia 1 e Rete 4), Berlusconi brise le monopole de la chaîne d'État, la RAI (Radiotelevisione Italiana), dans le domaine de la télévision. Cela provoque un changement dans la conception de la télévision au niveau national sous la poussée des chaînes de Berlusconi, surtout par rapport à la compétition électorale : Brizzi précise trois facteurs de changement. La première nouveauté concerne la croissance de l'offre électorale télévisuelle, qui était auparavant réservée à la Rai. Dans ce contexte de compétition, on a aussi une caractérisation sur le plan personnel/spectaculaire, de l'information télévisée, puisque les formats comme les contenus de la communication politique commencent en effet à se plier aux impératifs de la logique médiatique. Dans cette même direction survient l'introduction de la publicité télévisuelle électorale. À partir des élections de 1983, tous les partis acceptent de communiquer à travers le spot télévisé, un outil qui, par nature, tend à privilégier la représentation de la figure personnelle au détriment de celle d'une institution aussi complexe et difficile à représenter que le parti (Brizzi 2014).

Cette nouvelle manière de concevoir la représentation politique télévisée devient donc un facteur qui explique la capacité de Berlusconi à s'imposer comme personnalité et à changer le système en place.

À mon avis, c'est important de souligner comment Berlusconi commence à conditionner le système bien avant d'entrer en politique : en effet, le changement du format de tribune politique, qui arrive pendant les années 1980 durant la *Prima Repubblica*, fait en sorte qu'au moment de la chute de ce dernier, le passage au nouveau système politique, avec le leader que replace les partis, en est grandement facilité : Berlusconi tire avantage d'un format télévisé, inauguré par lui-même avec ses chaînes.

Par rapport à la personnalisation de la politique, le cas italien n'est pas isolé, car la personnalisation de la politique arrive aussi dans d'autres pays (la France de Sarkozy, Tony Blair en Grande-Bretagne, Barack Obama aux États-Unis), mais dans le cas de l'Italie, Berlusconi a la particularité de contrôler « le processus de personnalisation dont il a été (et continue d'être) le bénéficiaire » (Fabbrini 2011 : 353).

En somme, Berlusconi peut remplir ce double rôle, grâce au fait qu'il a été capable de briser le monopole de l'État dans la télévision et surtout de l'utiliser à son avantage. En 1994, l'Italie ne dispose pas de réglementation spécifique sur les potentiels conflits d'intérêts, donc le processus de personnalisation politique dont Berlusconi est le protagoniste advient sur ses chaînes télévisées. Cependant, il ne s'agit pas de l'unique aspect qui explique le passage progressif du système des partis à la personnalisation de la politique : en laissant de côté les motivations pour lesquelles Silvio Berlusconi se lance en politique, il faut noter qu'il ne se présente pas comme candidat d'un parti déjà existant dans l'arène politique, mais qu'il fonde plutôt son propre parti avec *Forza Italia*. La mise en place d'un parti personnel a été possible que grâce au vide laissé par l'effondrement des « partis historiques », mais le parti de Berlusconi se présente comme une nouveauté également dans ses moyens de fonctionnement. *Forza Italia* n'est pas doté d'une structure traditionnelle. Au contraire, il est un parti anormal qui fonctionne en tenant compte de la personnalité et des innovations apportées par le *Cavaliere*. Effectivement, tout le processus de sélection de candidats n'a rien de similaire au processus de sélection d'un parti traditionnel. Le processus s'apparente plutôt à un concours de Miss Italia, avec des candidats qui doivent payer plusieurs millions de lires pour participer à un souper avec Berlusconi et des dirigeants des compagnies de Berlusconi qui utilisent leur réseau de contacts pour identifier des candidats et qui, en grand nombre, se présentent eux-mêmes aux élections. En bref, il n'y avait aucun processus démocratique à l'intérieur du parti et Berlusconi était plus un patron qu'un leader (Newell 2019 : 62-63).

À mon avis, la structure atypique de son parti se couple à la perfection de sa vision politique. Le leader a besoin, dans un contexte où il devient le centre de l'action politique, d'un parti avec des structures plus flouées et qui puisse en même temps bénéficier de la couverture médiatique dont Berlusconi dispose grâce à la propriété des télévisions et journaux.

Effectivement, pendant la campagne électorale de 1994, Berlusconi est extrêmement habile à souligner les changements qu'il apporte dans la compétition électorale et à se présenter comme une nouveauté par rapport à la « vieille politique ». Au même moment, il n'hésite pas à s'approprier d'anciens discours qui caractérisaient la compétition électorale dans le passé. Par exemple, sa manière de s'adresser à la population avec un discours populiste s'avère assez remarquable : pendant 9 minutes et 25 secondes, sur toutes ses chaînes télévisées, Berlusconi annonce son engagement en politique⁷. Deux éléments sont particulièrement importants dans son discours. D'abord, la mise de l'avant de son expérience personnelle, voire l'obligation morale de se mettre en jeu pour le futur de son pays. L'accent est mis sur ses capacités personnelles. Le parti est conçu comme un moyen pour permettre à Berlusconi de se présenter comme candidat : l'organisation et la structure du nouveau parti sont donc des éléments qui sont subordonnés à son chef, Berlusconi.

Le deuxième élément est l'actualisation que Berlusconi fait du discours politique. D'un côté, il se présente comme le représentant d'une droite modérée ayant comme objectif de combler le vide laissé par les partis de la première république, martelant que sa coalition « doit inclure toutes les forces qui se réfèrent aux principes fondamentaux des démocraties occidentales, à commencer par ce monde catholique qui a généreusement contribué aux cinquante dernières années de notre histoire unitaire. L'important est de pouvoir proposer aux citoyens italiens les mêmes objectifs et les mêmes valeurs qui ont permis jusqu'à présent le développement de la liberté dans toutes les grandes démocraties occidentales ».

Dans ce passage, il est évident que sa volonté est de se poser comme force modérée qui remplacerait la Démocratie chrétienne. Néanmoins, il est singulier qu'il ait été capable de faire passer sa coalition comme modérée et démocratique, même si son parti s'est allié avec le MSI (parti post-fasciste).

Comme la Démocratie chrétienne s'opposait aux communistes, Berlusconi s'est présenté aussi en politique pour éviter que l'Italie tombe dans un gouvernement communiste : « Nos dirigeants de gauche prétendent avoir changé. Ils disent

⁷ La version intégrale du discours de Berlusconi est accessible sur plusieurs sites. Une transcription de sa déclaration de 1994 est affichée sur le site de l'ANSA (Agenzia Nazionale Stampa Associata) https://www.ansa.it/documents/1351097777949_Berlusconi_confronto.pdf

qu'ils sont devenus des démocrates libéraux. Mais ce n'est pas le cas. Leur mentalité, leur culture, leurs convictions profondes, leur comportement sont restés les mêmes. Ils ne croient pas au marché, ils ne croient pas à l'initiative privée, ils ne croient pas au profit, ils ne croient pas à l'individu. Ils ne croient pas que le monde puisse s'améliorer grâce à la libre contribution de tant de personnes toutes différentes les unes des autres. Ils n'ont pas changé. Écoutez-les parler, regardez leurs informations payées par l'État, lisez leur presse. Ils ne croient plus en rien. Ils voudraient transformer le pays en une place où l'on crie, où l'on hurle, où l'on râle, où l'on condamne ».

Berlusconi occupe donc l'espace politique laissé par les partis de la première république avec un mélange de vieux et de nouveau : le nouveau réside dans la personnalisation de la politique, centrée autour de sa personne et non plus autour du parti dans son discours ; le vieux se révèle être le discours politique qui, même s'il est un peu actualisé, s'appuie sur l'ancienne opposition entre valeurs occidentales et communisme, évidemment encore actuelle dans le panorama politique italien.

Or, à mon avis, la formule politique de Berlusconi n'aurait pas pu avoir un tel succès sans tirer avantage du vide législatif qui existait au moment des élections de 1994 par rapport au problème de conflit d'intérêts de Berlusconi avec ses chaînes de télévision et ses journaux. À cette époque, il n'existe simplement pas de lois qui réglementent le conflit d'intérêts. L'unique prérequis est de ne pas être formellement propriétaire de journaux ou d'une entreprise de télédiffusion.

Berlusconi peut résoudre le problème assez facilement : il démissionne de ses fonctions dans ses compagnies, tout en gardant le contrôle en plaçant son frère Paolo à la tête de celles-ci. Le résultat est que les chaînes télévisées de la Fininvest soutiennent ouvertement Silvio Berlusconi et son parti. Ce soutien a renforcé le phénomène de la personnalisation. En effet, plusieurs présentateurs des chaînes de télévision de Berlusconi ont déclaré leur soutien pour lui, en mettant au premier plan leur expérience personnelle et professionnelle avec le *Cavaliere*. C'est le cas de Mike Bongiorno et Edoardo Gubino, deux animateurs parmi les plus célèbres de la télévision italienne, qui déclarent voter pour Berlusconi, en soulignant leurs liens personnels avec lui et surtout ses capacités et ses réussites dans ses compagnies, qui seraient une assurance sur sa capacité à respecter ses promesses électorales. Le lien entre le politicien et la population est désormais direct et intime. Son parti n'est qu'un moyen pour pouvoir s'assurer une majorité au parlement.

La mise de l'avant de la personnalité a contribué à mythifier le leader politique en dépit du parti : l'investiture populaire (même si l'Italie reste une république parlementaire et non présidentielle) permet à Berlusconi de s'autodéfinir « l'Oint du Seigneur ». Cette personnalisation constante a aussi causé des relations conflictuelles avec les autres institutions chaque fois qu'elles posaient des obstacles à l'exercice du pouvoir. À plusieurs reprises, Berlusconi s'est plaint de l'impossibilité de gouverner le pays en raison de la lenteur et de l'action du parlement dans la modification des lois présentées par le gouvernement. Il a défini à plusieurs reprises le pays comme étant « ingouvernable » et il est même arrivé à changer la loi électorale en 2006 pour réintroduire le système proportionnel avec listes bloquées, afin d'exercer plus de contrôle sur les parlementaires élus. Cette approche envers le parlement, vue comme un obstacle au bon fonctionnement du gouvernement, influence aussi ses successeurs, car on a vu dans les 15 dernières années une augmentation constante de l'utilisation du vote de confiance pour approuver plus rapidement les lois et empêcher des modifications par les gouvernements qui se sont succédé.

L'autre institution avec laquelle Berlusconi a eu une relation conflictuelle est la magistrature, même si cela ne s'est pas manifesté au début, mais plutôt progressivement. En effet, Berlusconi, après sa victoire aux élections de 1994, faisait l'éloge des magistrats qui avaient conduit les enquêtes de *Tangentopoli*, arrivant à offrir un poste (refusé) de ministre à l'homme plus célèbre de l'équipe des magistrats, Antonio di Pietro, qui deviendrait dans les années 2000 un de ses plus redoutables adversaires politiques. Or, cette lune de miel avec les magistrats s'est révélée de courte durée puisque *Le Cavaliere* a été l'objet de nombreuses enquêtes criminelles, dans des domaines différents : corruption, liaisons avec la mafia, abus de pouvoir, fraude fiscale. Selon Berlusconi, la magistrature le ciblait de manière spécifique : les juges choisissent les bons moments pour l'attaquer afin de l'affaiblir politiquement. Il définit la magistrature comme un cancer, dominée par les juges d'extrême gauche.

En effet, comme l'explique Alberto Toscano : « Le chemin de la Seconde République italienne a été caractérisé par la lutte pratiquement ininterrompue entre Silvio Berlusconi [...] et les magistrats de la péninsule. [Berlusconi] a utilisé cette situation favorable [son rôle de président du Conseil des ministres] pour obtenir du Parlement plusieurs lois définies par la presse italienne comme

ad personam, c'est-à-dire favorable à une personne bien déterminée : lui-même. Les lois ad personam (lois favorables à une personne bien déterminée) ont été l'instrument par lequel Berlusconi a essayé de dresser une barrière entre lui et les magistrats. Ces lois, qui émanaient des gouvernements Berlusconi, visaient en particulier à obtenir l'impunité temporaire pour les principaux représentants des institutions et à limiter de toute façon la possibilité des magistrats d'interroger le président du Conseil. Elles visaient aussi à réduire les termes de la prescription et à allonger ceux des procédures judiciaires. Dans cette même famille des lois ad personam existent des lois pour dépénaliser certains délits financiers et favoriser l'empire économique de la famille Berlusconi, en particulier dans le secteur de la communication. De son côté, Berlusconi a toujours accusé les juges de vouloir le « persécuter » pour ouvrir à la gauche et aux « communistes » le chemin du pouvoir en Italie. (Toscano 2013 : 89)

Je soutiens que l'ensemble des changements qu'on vient d'observer s'entremêlent entre eux et qu'ils ne sont pas seulement les résultats de la chute de la *Prima Repubblica* (1992) et des élections de 1994. Par exemple, les changements de format dans les tribunes politiques précèdent les bouleversements politiques, et les relations conflictuelles avec institutions et magistrature ne surviennent que dans un deuxième moment. En somme, s'il est évident que la chute de la *Prima Repubblica* se révèle fondamentale pour permettre l'accès au pouvoir de Berlusconi et la conséquente personnalisation de la politique, il faut aussi surligner que le *Cavaliere* agit sur une période plus large, qui précède et qui dépasse largement l'année 1994.

Cette recherche d'un pouvoir décisionnel accru et cette tendance à opposer sa personne à la magistrature sont tous des traits qui ont été repris, avec différents degrés d'intensité, par les politiciens qu'on analysera dans la prochaine partie, de Beppe Grillo à Matteo Renzi en passant par de Matteo Salvini et Giorgia Meloni.

L'adaptation au modèle Berlusconi

Comme expliqué dans la partie précédente, l'action de Berlusconi s'étend sur plusieurs décennies à différents degrés et inévitablement, le monde politique italien a dû s'adapter à ce nouveau modèle politique. Dans cette section, on analysera comment non seulement les partis et les mouvements politiques se

sont progressivement adaptés au modèle Berlusconi de la personnalisation de la politique, mais qu'ils ont été capables de le faire évoluer. Je soutiens que cette appropriation et cette évolution du modèle Berlusconi par les autres forces politiques ont renforcé le processus de personnalisation et que la présence d'un leader fort est désormais devenue une condition préalable dans la compétition électorale italienne.

L'appropriation par les autres partis du modèle Berlusconi de la personnalisation de la politique a été un processus de longue durée. Si les partis de centre gauche s'opposent au modèle Berlusconi, ils sont confrontés petit à petit à la nécessité de s'y conformer. Ce processus s'accélère brusquement à partir de 2005 avec la loi électorale, communément appelée *Porcellum* (cochonnerie⁸). Effectivement, juste avant les élections de 2006, le gouvernement de Berlusconi décide de changer la loi électorale italienne, passant d'un système mixte, le *Mattarellum*⁹ (loi Mattarella, du nom de son rapporteur), qui garantissait l'élection des trois quarts de députés et sénateurs au scrutin majoritaire, à un système proportionnel à listes bloquées. En d'autres termes, l'électeur ne peut pas exprimer de préférences et les candidats sont élus dans l'ordre où ils se présentent, en fonction des sièges obtenus par la liste individuelle.

Cette nouvelle loi amène plusieurs éléments qui renforcent la tendance à la personnalisation de la politique. Pour commencer, les forces politiques sont tenues de déposer leur programme et d'indiquer leur chef. Cela donne une sorte de légitimité populaire pour le chef qui n'était pas prévue au niveau constitutionnel puisque, techniquement, le chef de la formation politique ne peut pas être candidat à la présidence du Conseil des ministres. La nomination de ce dernier représente un des prérogatives du président de la République.

Dans la même optique de renforcer le contrôle et l'exposition des candidats, on a l'introduction des candidatures multiples dans différents collèges : le résultat

⁸ Son rapporteur, Roberto Calderoli, l'a lui-même qualifiée de « porcata » (porcherie) au cours d'une interview donnée à l'émission télévisée Matrix le 15 mars 2006
<https://www.youtube.com/watch?v=JX033nhT26c>

⁹ « Elle renvoie bien sûr au rapporteur de la loi, Sergio Mattarella, mais aussi aux mots italiens “*matto*” (fou) ou “*mattarello*” (petit fou) seyant selon le politologue Giovanni Sartori à une loi complexe et mal conçue » (Bedock, 2011)

est que dans la quasi-totalité des circonscriptions italiennes, le premier candidat de la liste est le secrétaire et la personnalité du parti la plus influente.

De plus, les candidatures dans chaque collège sont choisies par les partis à travers des listes bloquées (ministri 2021) : lors du vote, l'électeur ne peut donc pas choisir spécifiquement un candidat : le lien entre le candidat et le territoire est brisé. L'électeur choisit en fonction du leader national auquel il s'identifie le plus.

Par conséquent, pendant la campagne électorale, surtout dans les chaînes télévisuelles, presque tout l'espace dans le débat est donné aux leaders des partis indiqués comme chefs dans les listes électorales, en marquant un ultime pas en avant dans le processus de personnalisation de la politique.

L'attention du public et des médias se transfère progressivement sur le politicien plus que sur son parti et son programme. L'arrivée dans la politique du comédien Beppe Grillo marque une autre innovation sur ce processus. En 2009, le comédien fonde le Mouvement 5 étoiles (M5S). Le M5S se définissant comme un organe collectif où « tout le monde est égal », il se propose d'instaurer une nouvelle forme de démocratie directe avec la participation via les réseaux sociaux numériques et considère Internet comme un instrument de libération et d'émancipation citoyenne. LE M5S se présente comme un mouvement politique ni de droite ni de gauche et comme une alternative aux partis « traditionnels » (Doro 2020 : 67-68). Cette formule politique nouvelle prévoit aussi une approche différente par rapport aux candidats aux élections du M5S. Le mouvement est caractérisé par « une très forte personnalisation nationale axée sur le leader, centrée sur la figure charismatique de Beppe Grillo. À cela s'accompagne en fait d'une désinstitutionnalisation et d'une dépersonnalisation complète au niveau territorial ; les assemblées physiques régionales et nationales sont interdites et les leaders locaux qui se distinguent le plus risquent d'être expulsés du parti. Cela conduit d'une part à un renforcement du pouvoir central du leader, mais l'expose d'autre part au risque de performances insatisfaisantes au niveau local, qui ne caractérisent pas par hasard l'expérience électorale du parti jusqu'en 2015, avec presque partout une réduction de moitié du consensus lors du passage des compétitions nationales aux compétitions régionales et municipales » (Montesanti and Veltri 2019: 40).

L'arrivée du M5S et de Beppe Grillo marque une évolution dans le processus de la personnalisation politique. Il s'agit du début de l'utilisation de moyens différents des médias traditionnels. En effet, la communication du comédien s'appuie sur son blogue personnel qui connaît un immense succès depuis sa fondation : le 29 janvier 2009, le magazine *Forbes* nomme Grillo (et son blogue) comme étant la septième personnalité la plus influente sur le Web au niveau mondial¹⁰. Le blogue naît en 2005 comme un « espace d'information alternative et indépendante », dans lequel s'ajoute en 2009 une section dédiée au M5S. Dans cette section était organisée toute l'activité politique et institutionnelle du M5S, un modèle précurseur dans la pratique politique italienne qui devient fort populaire entre 2009 et 2013. Le mouvement 5 étoiles a combiné la présence d'un chef charismatique (Grillo) avec une communauté de personnes autour d'un blogue engagé. Cela donnait l'avantage des pratiques contestataires plus efficaces que celles des collectifs traditionnels. Néanmoins, « ce modèle, malgré son refus rhétorique de la structure hiérarchique, perpétue une forme de populisme autoritaire. La forte adhésion au mouvement dépend aussi en effet du pouvoir charismatique exercé par le comique-blogueur » (Sedda 2015 : 46-47). Si ce modèle du M5S basé sur une politique organisée seulement sur le Web ne s'inscrit pas dans la durée, l'utilisation de nouveaux moyens de communication fait une percée dans la politique italienne.

C'est le cas avec Matteo Renzi, premier exposant de la gauche italienne qui embrasse pleinement la personnalisation de la politique : l'ancien maire de Florence arrive dans l'arène politique nationale comme il *rottamatore* (le broyeur) en ayant comme objectif d'envoyer à la retraite la vieille classe politique italienne, y compris celle [j'ai bien compris ?] de son propre parti, le Partito democratico (PD). Selon Marc Lazar, Renzi se caractérise par un bouleversement majeur par rapport à la figure traditionnelle du chef du parti dans la tradition de la gauche communiste. En effet, dans le passé, le chef était représentatif du collectif du parti, tandis qu'avec Renzi, c'est lui-même, par l'entremise d'un processus de personnalisation, qui se manifeste d'emblée en transformant le parti à l'aide d'un outil au service de son propre projet politique. Le sociologue Ilvo Diamanti donc surligne comment le PD (parti démocrate) était devenu le PDR (Parti de Renzi). (Lazar 2022 : 103).

¹⁰ David M. Ewalt, « The Web Celeb 25 », *Forbes*, 29 janvier 2009, https://www.forbes.com/2009/01/29/web-celebrities-internet-technology-webceleb09_0129_top_slide.html?sh=4a83f4941061

Dans ce contexte, la comparaison entre Matteo Renzi et Silvio Berlusconi s'avère fort pertinente. Les deux se ressemblent grandement dans leur habileté dans la pratique oratoire et dans leur rapport direct avec le peuple, avec la conception du parti comme outil à leur disposition. Les deux sont aussi maîtres de la communication à travers les médias ; cependant, Renzi va introduire un élément de nouveauté. Très habile avec la tablette informatique et le téléphone cellulaire, il ne se limite plus aux médias traditionnels, mais fait un large usage des médias sociaux, particulièrement Facebook et Twitter. Ses diffusions en direct sur Facebook, quand il est président du Conseil des ministres, intitulées « Parla con Matteo » (Parle avec Matteo), sont célèbres. Renzi répondait à des questions adressées par le public sur sa page Facebook. Sa tendance à la personnalisation de la politique a aussi été la cause de sa chute lors de la campagne référendaire de 2016 durant laquelle il a transformé le référendum sur la réforme constitutionnelle en un référendum sur lui-même, en menaçant de déposer sa démission dans l'éventualité d'un rejet (qui s'est concrétisé) de la proposition de modification de la constitution.

C'est à l'occasion de ce référendum que nous avons pris conscience de la profondeur du processus de personnalisation de la politique : les camps du oui (Renzi) et du non (l'opposition avec en tête Berlusconi et Grillo) sont tous deux caractérisés par un haut niveau de personnalisation. En effet, « [l]'approbation de Renzi est le facteur le plus important pour expliquer le vote en faveur du oui. Par conséquent, le vote négatif s'explique par deux dirigeants politiques qui ont soutenu le vote négatif : Grillo et Berlusconi. [...] La personnalisation en elle-même a eu plus d'importance que le contenu de la réforme et les questions politiques ». (Vittori 2019 : 124).

Désormais acquise comme élément fondamental de la pratique politique, la personnalisation a été facilitée grâce à la maîtrise des réseaux sociaux qui s'affine et acquiert encore plus d'importance avec Matteo Salvini, le secrétaire de la Ligue, parti de droite nationaliste et identitaire. Salvini, avant le déclin de sa popularité pendant les dernières années, a connu un succès politique fulgurant de 2014 à 2019. Avec son surnom, *Il capitano* (le capitaine), le leader de la Ligue a occupé tous les canaux de communication possibles, avec une présence

constante à la télévision¹¹. Or c'est sur les médias sociaux que, pendant une longue période, il a révolutionné la technique de communication, organisée minutieusement par Luca Morisi, qui, depuis 2013, était le « stratège de Matteo Salvini en matière de communication et de médias sociaux¹² ». Morisi s'est appuyé sur une communication agressive, dans le sillage de ce que faisait déjà le Mouvement 5 étoiles. Toutefois, au fil des années, Morisi a aussi su diversifier son message. Les messages du *Capitaine*, qui confondent sa vie personnelle avec son activité politique, qui peuvent le montrer occupé dans une séance du Parlement comme en train de déguster la dernière spécialité de la fête du village, sont aussi le fruit d'une stratégie réfléchie. La technique consiste à faire passer Salvini pour un homme ordinaire ayant les mêmes passions, les mêmes intérêts, les mêmes habitudes et les mêmes « vices » que les Italiens. Cette approche a fonctionné pendant de nombreuses années, mettant Salvini au centre de l'arène politique.

Salvini et Renzi développent et maintiennent certaines pratiques que Berlusconi avait introduites, comme s'opposer frontalement au pouvoir judiciaire. On remarque cependant que la stratégie de communication mise en place contre les juges s'affine, grâce à l'utilisation des médias sociaux. Matteo Renzi, pendant les années de son mandat comme président du Conseil des ministres (2014-2016), attaque la catégorie des magistrats critiqués sur les congés, les salaires et l'âge de la retraite. Renzi a aussi déclaré sur Facebook, que « [l']Italie est la patrie du droit et pas de congés » pour justifier la promulgation d'un décret du gouvernement qui visait à réduire les congés des magistrats de 45 à 30 jours par année.

Du côté de Salvini, pendant la période durant laquelle il a été ministre de l'Intérieur (2018-2019), il utilise aussi Facebook, en direct le 7 septembre 2018 pour annoncer à son public avoir reçu une mise en examen, « exposée et accrochée au mur de son bureau comme un éloge » (Guglielmi 2020 : 70). On peut noter ici l'utilisation des arguments qui étaient soulevés par Berlusconi, car Salvini a attaqué frontalement le procureur qui avait ouvert l'enquête contre lui

¹¹ « È Salvini il presenzialista tv: escluse le cronache di governo sta più in video lui di Renzi », La Stampa, 8 marzo 2015 <https://www.lastampa.it/politica/2015/03/08/news/e-salvini-il-presenzialista-tv-escluse-le-cronache-di-governo-sta-piu-in-video-lui-di-renzi-1.35280703/>

¹² « Chi è Luca Morisi e perché è stato così importante per Salvini », *Today politica*, 27 settembre 2021,

(Salvini était accusé d'enlèvement en lien avec l'affaire des 190 migrants sauvés en mer le 16 août 2018 par le navire de la garde côtière italienne Diciotti, et dont le débarquement avait été empêché pendant plusieurs jours) : « *Vous avez élu ce ministre, c'est-à-dire que vous lui avez demandé de contrôler les frontières, de contrôler les ports, de limiter les débarquements, d'expulser les immigrants clandestins : vous me l'avez demandé, alors je vous considère comme des amis et des complices, d'autres ne sont élus par personne et ne doivent répondre à personne.* » (Guglielmi 2020 : 71)

Comme Berlusconi le faisait souvent, Salvini contextualise la légitimité de la magistrature en s'appuyant sur son investiture populaire d'élu au parlement. Soutenir le fait que les magistrates n'ont pas été élus et qu'ils ne peuvent par ce fait même entraver l'action d'un ministre signale un déséquilibre entre institutions qui n'était pas en place pendant la *Prima Repubblica*, puisque cette personnalisation n'était pas présente.

Même l'actuelle présidente du Conseil de ministres, Giorgia Meloni, s'inscrit dans le processus de personnalisation de la politique. Or, on ne remarque pas d'éléments d'innovation par rapport aux techniques de communication de Salvini. Elle et son parti ont toujours utilisé les médias traditionnels comme la télévision et les journaux conjointement à l'utilisation des médias sociaux comme Twitter et Facebook. Outre la bonne maîtrise des moyens de communication anciens et « modernes », Giorgia Meloni a réactualisé aussi une technique de Berlusconi : celle du mythe de l'*Underdog*. Effectivement, comme Silvio Berlusconi avait utilisé cet argument pendant les élections de 1994 pour souligner sa distance du système politique traditionnel, Giorgia Meloni l'utilise pour accélérer sa montée en popularité. En 2021, elle a fait sortir son autobiographie *Io sono Giorgia. Le mie radici le mie idee*, dans laquelle elle raconte son histoire personnelle. Et si, avec Silvio Berlusconi, on avait le mythe du *self-made man*¹³, qui fonctionnait puisque tout le monde pouvait s'identifier à

¹³ Berlusconi a lié étroitement son succès personnel comme entrepreneur à sa capacité politique. Le mythe du *self-made man* avait un double objectif : aider les Italiens à s'identifier au « rêve berlusconien » d'un homme qui est parti de rien pour et qui a été capable de bâtir un empire économique. Ensuite, cela justifie la confiance que les Italiens devaient avoir en lui : sa capacité d'entrepreneur légitimait sa capacité politique, puisque le fait d'avoir construit un empire le rendait plus habile que les politiciens « de carrière ».

lui et faire le même parcours, dans le cas de Giorgia Meloni, l'accent était mis non seulement sur son succès en politique, mais aussi sur sa proximité avec la classe « moyenne » italienne.

Elle raconte l'histoire de ses origines : une famille aux racines modestes qui manque de soutien de son père. Ses racines sont donc à la fois populistes et matriarcales. Elle fréquente l'école publique et y obtient son diplôme, mais elle doit renoncer à la prestigieuse école de traducteurs et d'interprètes « parce qu'elle se trouvait à Trieste, qu'elle était obligatoire et qu'elle coûtait beaucoup d'argent. Et moi qui travaillais déjà pour subvenir à mes besoins et donner un coup de main à ma mère, j'ai dû y renoncer ». Ses racines populaires et petites-bourgeoises, caractérisées par des renoncements dans son parcours d'éducation, marquent un sentiment de proximité et une compréhension à l'égard des couches populaires (Meloni 2021). Dans d'autres passages, elle se présente comme étant proche du peuple. Par exemple, lorsqu'elle parle de ses croyances personnelles, elle révèle croire beaucoup aux horoscopes, citant à maintes reprises son signe astrologique du Capricorne ; ou lorsqu'elle admet que le fait de se qualifier de « chrétienne » inclut une croyance profonde dans les anges gardiens (Meloni 2021). Le récit de Meloni est donc extrêmement efficace, même si plusieurs passages de sa biographie sont romancés. Comme pour Berlusconi, son objectif est de bâtir un mythe inspirant. L'actuelle présidente du Conseil s'inscrit donc pleinement dans cette évolution de la personnalisation de la politique, avec une maîtrise de tous les moyens de communication.

L'initiateur de ce processus, Silvio Berlusconi, est mort en juin 2023. Pour conclure, il est utile de réfléchir à la façon dont le *Cavaliere* s'est adapté aux nouveaux moyens de communication. À première vue, on aurait pu imaginer que Berlusconi éprouverait une certaine difficulté à utiliser les médias sociaux, étant donné qu'il était déjà à un âge relativement avancé. Et on pourrait mettre en relation le déclin de sa popularité depuis 2013 avec une possible difficulté à maîtriser les nouveaux canaux de communication puisque son succès se basait sur l'exploitation des médias traditionnels. Mais, en réalité, cela ne signifie pas que Berlusconi n'était pas conscient que la télévision, qui demeurait un outil important, n'était plus suffisante pour promouvoir son image. En effet, à la veille des élections de 2022, et quelques mois avant sa mort, le *Cavaliere* annonce son arrivée sur TikTok, la plateforme chinoise utilisée majoritairement par les jeunes de moins de 30 ans.

Conclusion

L'évolution de la situation politique italienne, avec le passage progressif du système des partis à un système dominé par les personnalités politiques, est le résultat de différentes variables. Depuis les années de plomb, le système était en déclin, avec une baisse de confiance de la population dans la partitocratie et des contestations, même violentes, par des forces extraparlimentaires. Silvio Berlusconi a commencé, bien avant son arrivée en politique, à imposer une modification au système des partis : avec ses chaînes de télévision et un format plus centré sur l'individu que sur le parti, surtout dans le format des tribunes électorales, le tout déplaçant progressivement les projecteurs des partis vers les personnalités politiques.

Cependant, l'arrivée de cette approche, révolutionnaire avec les chaînes télévisées de Berlusconi, n'aurait pas suffi à causer l'effondrement du système des partis et à expliquer un changement radical des rapports de force entre partis et personnalités politiques.

L'effondrement de la partitocratie est le résultat d'une implosion du système qui est déterminée par des causes extérieures et intérieures. Le premier coup à la stabilité du système est donné par la fin de la guerre froide (1991) : la disparition du monde bipolaire déstabilise aussi le système politique italien qui avait été dominé de manière substantielle par l'opposition entre Démocratie chrétienne (qui a gouverné le pays de manière continue de 1946 à 1992) et le Parti communiste italien.

À cela, on ajoute toute une série d'événements qui ont causé l'implosion de la partitocratie : la crise de Mani Pulite, les assassinats et les attentats de la mafia et la crise économique. À ce point, pendant les élections de 1994, Silvio Berlusconi était capable de profiter de la situation avec une nouvelle approche : si l'utilisation de la télévision s'inscrivait dans la continuité des innovations introduites par lui-même pendant la décennie précédente, la mise au premier plan de la personnalité représentait un élément de rupture profonde par rapport à la tradition républicaine. La mise en avant du succès et du prestige personnel du *Cavaliere*, sa capacité d'être proche de la population, mais aussi la fondation d'un parti personnel et l'adoption d'une approche polarisante vers les autres institutions feraient école dans les années à venir.

Progressivement, grâce aussi à l'adoption des lois électorales qui aidaient la mise en avant du leader par rapport aux partis, les autres politiciens ne se sont pas seulement adaptés au modèle berlusconien, mais ils l'ont réélaboré et fait évoluer surtout avec l'évolution de la technologie et des nouveaux médias, outils formidables pour promouvoir l'image des leaders politiques. Grillo, Renzi, Salvini et Meloni, tout en utilisant encore certaines techniques (actualisées) de Berlusconi, se sont tous révélés à la fois des innovateurs de ce point de vue.

En somme, si on regarde le panorama italien de 2024, même si les partis restent présents, la personnalisation de la politique semble un processus accompli. Si on se compare au passé, maintenant, il nous semble impossible de penser à une victoire politique d'un parti, même avec un grand enracinement territorial, dont le leader ne présente pas une forte personnalité ni une grande capacité de communication et de connexion avec la population.

Références

Bedock, C. (2011) « Du mattarellum au porcellum : une comparaison des réformes électorales de 1993 et 2005 en Italie ». *Pôle Sud*, 34(1) : 27-44.

Briquet, J.-L. (2010) « Crise de légitimité en Italie La première République à l'épreuve des scandales (1992-1994) ». *Revue internationale des sciences sociales*, 196 : 141-54.

Briquet, J.-L. (2014) « 12 - Le système des pots-de-vin. Normes et pratiques des échanges corrompus dans l'Italie de Tangentopoli ». In *Patronage et corruption politiques dans l'Europe contemporaine*, Paris: Armand Colin.

Brizzi, R. (2014) « Télévision et personnalisation politique en Italie (1954-1994). » *Revue historique*, 672 : 855-73.

Ceci, G.M. (2020) « Verso il crollo della «Repubblica dei partiti» Le conseguenze della morte di Falcone sulla politica italiana. » *Meridiana* : 35-58.

Cerchia, G. (2016) « Il Pci, tra il fallimento della solidarietà nazionale e la nascita della Seconda Repubblica. » *Ventesimo Secolo*, 15 : 137-55.

Doro, R.A. (2020) « Du Web au gouvernement. La communication politique du Mouvement 5 Étoiles : entre innovation, adaptation et tradition (2005-2020). » *Quaderni. Communication, technologies, pouvoir* : 63-76.

Fabbrini, S. (2011) « When Media and Politics Overlap: Inferences from the Italian Case. » *Government and Opposition*, 46 : 345-64.

Guglielmi, M. (2020) « Instrumentalisation des médias contre la justice : l'expérience italienne. » *Délibérée*, 9 : 68-73.

Lazar, M. (2022) « L'expérience gouvernementale de Matteo Renzi. Un progressisme populiste', Parlement[s], Revue d'histoire politique, 35 : 97-114.

Le Bart, C. (2013). *L'ego-politique Essai sur l'individualisation du champ politique*. (Armand Colin : Paris)

Meloni, G. (2021). *Io sono Giorgia* (Rizzoli Libri: Bologna).

Presidenza del consiglio dei ministri (2021). «Le Proposte di riforma elettorale - Dossier e materiali di approfondimento.» Édité par la direction du Dipartimento per le riforme istituzionali. Roma.

Montesanti, L. et F. Veltri (2019) 'Il Movimento 5 Stelle e la personalizzazione alle elezioni regionali ; un partito in trasformazione.' *Meridiana*: 39-62.

Nelken, D. (1996) 'The Judges and Political Corruption in Italy.' *Journal of Law and Society*, 23: 95-112.

Newell, J. L. (2019) 'Forza Italia and national politics, 1994–2001.' Dans *Silvio Berlusconi* (Manchester University Press).

Pinto, C. and R. Salvatore (2010) 'Il sistema politico nella crisi dei partiti in Italia (1989-1994).' *Ventesimo Secolo*, 9: 147-66.

Rossi, S. (2010) « Aspetti della politica economica italiana dalla crisi del 1992-93 a quella del 2008-09. » *L'economia italiana: modelli, misurazione e nodi strutturali–Giornata di studio in onore di Guido M. Rey*.

Sedda, P. (2015) 'L'internet contestataire. Comme pratique d'émancipation. Des médias alternatifs à la mobilisation numérique.' *Les Cahiers du numérique*, 11: 25-52.

Toscano, A. (2013) 'Vingt ans de relation politique-justice en Italie.' Dans *Rendre (la) Justice* (Éditions Sciences Humaines : Auxerre).

Vincenzo E. (2022) « Volatilità elettorale sopra i 30 punti: sistema partitico instabile per la terza elezione di fila ». *Centro Italiano Studi Elettorali* (CISE), 2022, <https://cise.luiss.it/cise/2022/09/26/volatilita-elettorale-sopra-i-30-punti-sistema-partitico-instabile-per-la-terza-elezione-di-fila/>

Vittori, D. (2019) « Was it all about personalization? The determinants of the vote in the 2016 constitutional referendum in Italy. » *Revue internationale de politique comparée*, 26 : 103-27.